

**Convention collective départementale**

IDCC : 9091. – **EXPLOITATIONS AGRICOLES**  
**(ARIÈGE)**  
**(18 juin 1979)**

(Etendue par arrêté du 14 novembre 1979,  
*Journal officiel* du 14 décembre 1979)

**AVENANT N° 86 DU 7 AVRIL 2009**

NOR : *AGRS0997126M*

IDCC : 9091

Entre :

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles ;  
La fédération départementale des CUMA,

D'une part, et

L'union départementale des syndicats CGT ;  
L'union départementale des syndicats CFDT ;  
L'union départementale des syndicats CGT-FO ;  
L'union départementale CFE-CGC ;  
L'union départementale CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

L'article 1<sup>er</sup> « Champ d'application » est abrogé et remplacé par la rédaction suivante :

« Article 1<sup>er</sup>

*Champ d'application*

1.1. La présente convention collective est applicable, sur l'ensemble du territoire du département de l'Ariège, aux employeurs et aux salariés :

- des exploitations et entreprises agricoles ayant une activité définie à l'article L. 722-1 (1°) du code rural (à l'exception des centres équestres et de dressage, des entraîneurs de chevaux de courses, des champs de

courses et des parcs zoologiques), ainsi qu'aux coopératives d'utilisation de matériel agricole, et à l'article L. 722-1 (2°) du code rural (entreprises de travaux agricoles) ;

- des activités de diversification dans le prolongement de l'activité de l'exploitation agricole.

1.2. La convention s'applique nonobstant toutes coutumes ou tous usages locaux et toutes stipulations contenues dans les contrats de travail particuliers ou les accords d'établissement lorsque ces usages, coutumes ou stipulations sont moins favorables aux salariés. »

## **Article 2**

L'article 36 « Repos hebdomadaire » est modifié comme suit :

« c) Suspension du repos hebdomadaire

Il est fait application des dispositions de l'article 5.3 de l'accord du 23 décembre 1981. Toutefois, le travail du dimanche donne lieu à une majoration de 50 % du salaire horaire de base correspondant au coefficient de l'emploi ou à une récupération de l'horaire majoré de 50 %.

d) Repos quotidien

Tout salarié bénéficie d'un repos quotidien d'une durée minimale de 11 heures consécutives. Il peut être dérogé à cette règle conformément aux dispositions de l'article 5.4 de l'accord du 23 décembre 1981, à condition que des périodes au moins équivalentes de repos soient accordées aux salariés concernés. »

Le reste de l'article demeure sans changement.

## **Article 3**

Les parties signataires décident de l'application de l'avenant à compter du 1<sup>er</sup> mai 2009 et demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Foix, le 7 avril 2009.

(Suivent les signatures.)